

# LA PRESSE EN REVUE...



**VENDREDI 23 MAI 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Si (...) elle se trompe
- 2) Le grand écart
- 3) L'aventure populiste
- 4) Les dérapages sommes nous...
- 5) « Le comique »



G.Diez La Presse en Revue

**I) Report du texte sur la famille : «Si la droite pense avoir gagné, elle se trompe»**



Erwann Binet, en février 2013, à l'Assemblée. (Photo Charles Platiau. Reuters)

## **Le député socialiste Erwann Binet revient sur le report sine die de l'examen de la proposition de loi sur l'autorité parentale, obtenu par**

Les débats se sont terminés dans la nuit de mercredi à jeudi sur un constat d'inachevé. A force d'amendements, les députés UMP sont parvenus à reporter, sine die, l'examen de la proposition de loi sur l'autorité parentale. A défaut de grande loi sur la famille, repoussée en début d'année par le gouvernement, ce texte devait adapter le cadre législatif français à l'évolution des familles. Place plus importante faite à la médiation, reconnaissance du rôle des beaux-parents, création d'une amende civile en cas de manquement d'un des parents divorcés..., ces évolutions devront encore attendre. Erwann Binet, chef de file des députés socialistes sur ce texte, regrette la stratégie d'obstruction d'un petit groupe de parlementaires UMP.

### **Comment en est-on arrivé à ce report de l'examen de la proposition de loi ?**

Il n'y a pas eu d'incident de séance. On a déroulé les amendements les uns après les autres, en prenant le temps réglementaire et parlementaire nécessaires. Et on n'a pas pu aller au bout. Quand on a stoppé les débats, il restait 361 amendements à examiner, sur les quelque 700 déposés. On venait juste de commencer les discussions générales sur l'article concernant le «mandat d'éducation quotidienne» pour un tiers, en l'occurrence le beau-parent. L'UMP a commencé à expliquer que le beau-parent ne pouvait avoir de place reconnue, que cela remettait en cause le lien de filiation.

### **Vous attendiez-vous à cette mobilisation de l'opposition ?**

En partie. Mais on ne pensait pas que, sur des questions très pragmatiques et concrètes, elle serait telle. Lors des débats préparatoires, les associations familiales étaient plutôt favorables au texte. Les députés UMP, en commission, avaient même une attitude constructive et bienveillante. Mais dans l'hémicycle, l'ambiance a changé : les (Nicolas) Dhuicq, (Marc) Le Fur sont arrivés. Ils avaient clairement une stratégie d'obstruction, avec des copier-coller d'amendements déposés lors de l'examen de la loi sur le mariage pour tous.

### **Le temps prévu pour l'examen de ce texte,**

### **trois jours, n'a-t-il pas été sous-estimé ?**

On pensait que l'initiative des quelques parlementaires de l'UMP en pointe sur ce dossier n'était pas partagée par l'ensemble du groupe. Nous avons été trop optimistes, c'est vrai, mais nous avons des raisons de l'être. Au final, je pense que cet épisode est désastreux pour la droite, qui se révèle totalement idéologue. Si elle pense avoir gagné, elle se trompe. Ceux qui se présentent comme les gardiens de la famille en sont en fait les geôliers.

### **Quand ce texte sera-t-il voté ?**

La secrétaire d'Etat à la Famille, Laurence Rossignol, s'est engagée à l'inscrire dans le calendrier parlementaire. Nous avons la volonté d'aller jusqu'au bout. Cela ne sera pas simple de trouver un créneau dans un calendrier très chargé, mais nous irons jusqu'au bout. Et il n'y aura pas besoin de dix jours pour examiner le reste du texte.

Sylvain MOUILLARD

liberation.fr

## **II) Campagne européenne: le grand écart du PS**

Par Stéphane Allié

**Comment, sur le terrain, les socialistes parviennent-ils à mettre en musique le discours anti-austérité de Martin Schulz et la politique de François Hollande? Esquisse de réponse à La Flèche (Sarthe), où les candidats Emmanuel Maurel, figure de l'aile gauche du PS, et Christophe Rouillon, « fabiusien réaliste », affichent leur « complémentarité ».**

**La Flèche, de notre envoyé spécial.** Depuis trois semaines, la campagne des européennes offre le visage d'un PS tiraillé entre son discours au pouvoir et son discours sur les estrades. Et si elles paraissent surmontées, les contradictions des socialistes se réveillent parfois, sur la forme comme sur le fond.

Sur la forme, comme quand Manuel Valls doit supporter la perfidie d'une Martine Aubry qui, au terme d'un meeting à Lille, fait jouer « une vraie chanson de gauche » (Le chiffon rouge de Michel Fugain) quand celui-ci s'attendait à la Marseillaise (voir ici la vidéo). Ou sur le fond, comme quand Pervenche Bérès plaide en meeting à Évry contre la règle des 3 % de déficit public des États-membres, face à un Manuel Valls ne cessant de les réaffirmer. Ou encore quand Martin Schulz fixe des lignes rouges à la négociation du traité transatlantique, loin de la volonté énoncée par Hollande en février de le signer « au plus vite ».

Pris dans ce grand écart permanent, comment le PS fait-il campagne, sur le terrain ? Mediapart est allé s'en rendre compte dans le sud de la Sarthe, au cœur d'une circonscription Grand Ouest, qui lui a apporté l'un de ses moins mauvais scores lors des dernières européennes en 2008 (17,3 %). À l'ombre d'un Martin Schulz, chef de file des socialistes européens, largement mis en avant et occupant médias, meetings et rencontre avec les ouvriers (lire ici), comment le PS gère-t-il sa double ambivalence, celle de militants et candidats, soutiens et critiques de l'action gouvernementale, faisant campagne contre une austérité que le pouvoir socialiste met en œuvre ?

À La Flèche, à mi-chemin entre Le Mans et Angers, on retrouve un duo emblématique de cet équilibre fragile. Deux quadras, Christophe Rouillon (47 ans) et Emmanuel Maurel (41 ans). Le premier est un fabiusien réaliste, soutien inébranlable du pouvoir, maire réélu de Coulaines (Sarthe) et membre du comité des régions européennes. Il espérait être premier homme sur la liste, et donc éligible derrière la sortante Isabelle Thomas. Mais le second lui a grillé la politesse, un peu par hasard, au gré des aléas d'une nuit de négociations dans les arcanes de Solférino, dont seul le PS a le secret (lire ici).

Trouver une place à Maurel en tant que chef de file du courant de l'aile gauche PS, ayant réalisé un score surprise (28 %) face à Harlem Désir en 2012, ne s'est pas fait sans mal. Son implantation dans la région Ouest (après avoir espéré être un temps tête de liste dans le Sud-Ouest, puis le Centre) s'est heurtée à un refus militant massif dans les fédérations du Finistère et des Côtes-d'Armor. Jugé trop parisien et trop à gauche, deux gros défauts dans le contexte de la colère fiscale d'une partie des bonnets rouges.

Dans la Sarthe aussi, la fédération de Christophe

Rouillon, le vote contre Emmanuel Maurel a été massif. Mais au total des votes de l'eurorégion (Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes), sa candidature a finalement été validée. Désormais, s'ils ne seront pas les meilleurs amis du monde, l'entente est cordiale. Les deux hommes se retrouvent un midi à l'ombre d'un moulin à aube sur les bords du Loir, pour casse-croûter avant d'aller visiter une PME



Emmanuel Maurel sur le marché de La Flèche © S.A

« On s'est réparti les rôles et les territoires », explique Maurel, que l'on dit « persona non grata en Bretagne », du fait de la rancœur militante locale. Ce qu'il réfute au milieu d'une distribution de tracts sur l'important marché de La Flèche. « La semaine dernière, j'étais à Saint-Malo », dit-il, en donnant des gages localistes à ceux qui lui reprochent un parachutage. Vice-président de la région Île-de-France, il dit avoir quitté son Val-d'Oise pour se baser à Nantes le temps de la campagne, et aller « depuis toujours » en vacances dans les Pays de la Loire.

Ancien de Sciences-Po et diplômé en lettres modernes, Emmanuel Maurel assume un socialisme à l'ancienne, davantage branché par le social et l'emploi que par le sociétal et les minorités ou les questions de genre. Il semble intarissable sur le sujet agricole, et nous apprend même qu'« appeler une vache par son prénom améliore la “tartinabilité” du beurre ».

« C'est paradoxal au vu du climat politique, mais la campagne est très sympa, explique cet ancien proche du ministre Jean Poperen. Les militants ont envie d'en découdre, notamment dans les villes qui ont connu des défaites aux municipales ». Ici à La Flèche, beaucoup de gens ne sont pas au courant quand on leur tend un tract. Les militants sur place le confirment en soupirant : «

Déprimé par le contexte national, Maurel se revigore sur le terrain. Il a mis son animation nationale de l'aile gauche en "stand-by" depuis le débat sur le plan d'austérité. Même s'il profite de la campagne pour rencontrer un grand nombre de militants. Tout en achetant un miel aux vertus miraculeuses (« ça fait gagner les élections ? »), il évoque une campagne qu'il semble affectionner, chaque jour dans un endroit différent. Petites réunions publiques et rencontre avec des représentants de la société civile de gauche, syndicalistes, petits patrons de PME ou associations type Ligue des droits de l'homme ou Ligue de l'enseignement...

À travers ces choix, il y a un objectif électoral assumé : « Si on parvient à retrouver les 2 à 3 millions qui ont voté pour nous à la primaire présidentielle, les militants et les sympathisants socialistes, on peut faire un score respectable – compte-tenu de l'abstention – et participer à une alternance en Europe. » Quand on lui objecte que la dynamique de mobilisation n'est pas franchement la même, au sortir d'élections municipales catastrophiques, il rétorque : « Je pense que ce message a été entendu par le parti, quand même. » Mais admet, aussi : « Bon d'accord, il ne l'a peut-être pas été par François Hollande... »

Christophe Rouillon répondant aux questions d'un journaliste



Avant d'aller organiser une conférence de presse et un meeting avec Élisabeth Guigou, Christophe Rouillon laisse poindre davantage d'optimisme. « Les européennes, c'est quand même plus simple pour nous, lâche-t-il. Là où il faut faire de la triangulation aux municipales, on revient ici aux valeurs, aux bases du clivage gauche/droite. » Pour sa part, il assume une stratégie électorale ignorant les concurrences à gauche, préférant défendre une vision tripartite de l'enjeu électoral.

À ses yeux, seul le PS peut endiguer le Front national et l'UMP : « On joue sur la conscientisation et la culpabilisation de notre électorat : "Si vous ne votez pas, le FN sera devant et l'Europe restera conservatrice." Faudra pas se plaindre après ! »

Rouillon l'assure, « on est dans une région très pro-européenne, alors il faut parler concret », et surtout argumenter contre le FN. Il décline : « Aux agriculteurs, on explique qu'avec le FN, les crédits de la PAC seront en baisse. Aux jeunes, on parle des rétablissement des visas que l'extrême droite propose, aux vieux de l'Europe de la paix face au retour aux frontières. Avec l'Ukraine, c'est un message pas si éculé. » Rouillon est garant de la cause pro-européenne, presque acritique. « L'Europe ne peut pas être un défouloir, martèle-t-il. Il faut arrêter de croire que le chômage se réglera au niveau hexagonal, ou dire que tout se réglera d'un coup. Il faut expliquer que c'est une avancée pas à pas. » Il dit miser beaucoup sur Schulz, et espère qu'il sera « la figure européenne qui manque à la social-démocratie en crise ».

Pour le coup, Emmanuel Maurel partage ce point de vue : « Sa campagne et son programme me vont très bien. Il dit ce que je dis depuis deux ans en France. » « L'idéal serait qu'il fasse alliance sur sa gauche, et il commence à le dire publiquement, renchérit-il. Cette logique est la même que ce que je dis au PS... » Il s'accroche à cette perspective, même si l'accord de majorité a beaucoup plus de chances de réunir à nouveau le PSE avec les conservateurs du PPE, voire les libéraux de l'ADLE. Qu'importe, Maurel a envie

**« Il y a quand même une différence entre la discipline budgétaire et l'austérité »**

Cette ambivalence ne vire-t-elle pas à la schizophrénie, à force de faire campagne sur le terrain en prônant le refus de l'austérité, tout en appartenant au parti qui la met en œuvre en France ? Christophe Rouillon ne le pense pas. « Il y a quand même une différence entre la discipline budgétaire et l'austérité, dit-il, même si elle est dans l'épaisseur du trait. Avec nous, c'est une rigueur sans sacrifices insupportables. »

À ses yeux, « la relance ne peut pas se faire tout seul en France, sinon on est cuit, mais au niveau européen ». Et si Manuel Valls s'est engagé à respecter les 3 % de déficit, « il demande dans le

même temps un changement de politique monétaire », tranche-t-il. Pour Emmanuel Maurel, la défense est plus aisée : « Il n'y a aucune schizophrénie chez moi : je suis contre l'austérité en France ET en Europe, et je ne cesse de le dire. Être dans l'aile gauche du PS n'est pas un désavantage dans cette campagne. »



Christophe Rouillon et Emmanuel Maurel, dans l'entreprise Ecomouv, à La Flèche © S.A

Les deux candidats veulent convaincre de leur complémentarité. À l'épreuve face au chef d'entreprise rencontré de concert, on peut juger le tandem opérationnel. Les réactions sont rarement les mêmes, face au propos du petit patron. Quand Rouillon approuve les demandes de simplification de la réglementation, s'interroge sur les commandes auprès des collectivités locales et opine à l'évocation des critiques de l'entrepreneur sur le poids des normes de sécurité européennes, Maurel ne dit mot. En revanche, il tique quand le petit patron cause production des pièces en Chine et coût de la main-d'œuvre, alors que son camarade écoute attentivement.

Parfois, le naturel « aile gauche » de Maurel refait surface. Comme quand il s'insurge illico en entendant que « le vrai problème, c'est le droit du travail », « la difficulté à licencier » et « les condamnations au prudhommes ». « Attendez, les prudhommes, c'est pas l'Union soviétique, coupe-t-il net. C'est quand même normal que ce ne soit pas anodin de virer des gens. Ça se saurait si les salariés dictaient leurs lois aux patrons dans ce pays... »

Puis, Maurel se fait taquin :

« Et sinon, vous touchez le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) ?

— Oui mais au risque de vous choquer, ce n'est pas ça qui va me faire embaucher.

— Vous ne me choquez pas du tout, au contraire. En tout cas moins que mon co-listier. Pourquoi ?

— Je ne sais pas si ça va pas être retiré, et de toute façon je n'embauche que quand j'ai du travail...

— L'important, c'est le carnet de commandes, en somme ?

— Voilà ! »

Fier de son effet, visiblement rodé avec d'autres petits patrons rencontrés auparavant, Maurel conforte sa croyance en une politique de relance et d'investissement, et son rejet du socialisme de l'offre. « Je n'ai jamais caché ni mes opinions ni mes mécontentements, dit-il, mais je suis loyal et je reste attaché à l'intérêt de mon parti. »

C'est d'ailleurs en vertu de cet attachement au PS que Maurel affiche son aisance sur l'épineux sujet de l'accord transatlantique de libre échange États-Unis Europe: « Je vous rappelle que lors de la convention Europe du PS, les militants ont voté un amendement sur cette question, à 80 %, pour suspendre les négociations » (lire ici et ici). Et de se faire bravache : « Si je suis élu, je voterais contre, quoi que les autres disent. » Et de retrouver ses accents de militant inébranlable d'un socialisme historique, refusant de voir le recentrage de son parti, en tout cas se refusant à le juger inéluctable. « Je n'ai pas à quitter mon parti, ce sont eux qui s'éloignent du socialisme », a-t-il ainsi coutume d'expliquer depuis deux ans.

Sur le marché de La Flèche, à une retraitée, comme au chef d'entreprise dans son bureau ensuite, qui lui disent « Je vous dis merde », il a la même réplique automatique, à chaque fois lâchée d'un sourire en coin à la Droopy. « Oui, c'est le mot qui convient. »

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

### III) Européennes 2014 : l'aventure populiste



Antoine Vitkine

Journaliste, écrivain,  
réalisateur de documentaires

La montée d'une extrême droite populiste n'est pas propre à la France. Une majorité de pays européens est touchée, et, de manière frappante, dans des proportions à peu près identiques: à quelques exceptions, comme en Allemagne, ces partis populistes, ou nationaux-populistes, obtiennent partout environ 20% des voix aux élections générales, à quelques pour cents près. A l'issue des élections européennes qui ont commencé ce jeudi au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, ils pourraient devenir la troisième force politique du continent. Que se passe-t-il? Pendant trois mois, pour un film documentaire diffusé en avril sur Arte, j'ai sillonné l'Europe, à la rencontre des chefs populistes et de leurs électeurs, d'Italie en Finlande, j'ai interviewé Beppe Grillo, Timo Soini, Geert Wilders, Viktor Orban, Marine Le Pen, le britannique Nigel Farage, des Autrichiens du FPÖ. Expérience passionnante et instructive.

Les populistes témoignent, alors qu'ils vitupèrent sans cesse contre l'Europe, d'une unification du continent européen, d'une communauté de destin des sociétés européennes. Leurs discours, leurs méthodes, se ressemblent. Leurs cibles sont les mêmes : l'Union européenne, la finance, les élites politiques, les immigrés, les musulmans. Et d'abord les immigrés musulmans. Partout, le succès de ces partis tient à leurs chefs. Charismatiques. Télégéniques. Transgressifs. Habiles.

Habiles d'abord pour se montrer radicaux, mais pas trop. En rupture, mais respectables tout de même, car leur électorat veut la rupture mais pas de violence, verbale ou réelle. Ils sont révolutionnaires et conservateurs, comme leur électeurs. Habile aussi à être populaires mais pas trop. Parlant au nom du peuple, ils parviennent à la fois à se montrer proches de lui, tout en revendiquant des qualités exceptionnelles. Membres de facto d'une élite politique tout en dénonçant les élites. Pour parvenir à résoudre cette tension, il faut des nerfs et du savoir faire. Tous sont des aventuriers de la politique autant que des techniciens rusés. A l'instar de Nigel Farage. Ce Britannique à l'allure très patricienne, meilleur orateur du Parlement européen sortant

est en passe de réaliser un exploit électoral avec son parti, UKIP, à qui les sondages prédisent 30% des voix, au coude à coude avec les travaillistes. Longtemps marginal, il doit son succès au génie de la communication de son chef, passé maître dans l'utilisation des réseaux sociaux et dans l'art du "buzz".

On pourrait croire ces populistes européens idéologues : ils ont peu d'idéologie, pas de lignes intangibles et là est leur force. Ils changent d'idées en fonction de l'air du temps, ils s'adaptent, ils fluctuent, ils épousent les mouvements d'opinion. Andreas Mölzer, l'idéologue du FPÖ autrichien, et représentant de son aile dure née des décombres du Troisième Reich, m'avouait ainsi que l'opinion publique étant devenue sensible à l'antisémitisme, son parti ne pouvait continuer de paraître antisémite et qu'il lui avait fallu, pour cela, organiser un voyage en Israël du chef du FPÖ. Aux Pays-Bas, Geert Wilders était libéral quand l'opinion l'était, il est devenu, au plan économique, quasiment d'extrême gauche depuis la crise. Le Hongrois Orban était pro-européen il y a quelques années, il est devenu anti-européen. Le Front national aussi a effectué sur les questions sociétale - le mariage gay - ou économiques des virages serrés. Beppe Grillo, après avoir mené une campagne aux accents de gauche, a refusé d'abroger, en plein drame de Lampedusa, une loi qui criminalisait les sans-papiers, avouant - cyniquement ? candidement ? - que ne pas le faire, le condamnerait un score dérisoire aux élections, tant le public italien serait hostile aux immigrés. Ce sont tous des idéologues mous, portés par les courants dominants. Le populisme est avant tout, non une idéologie, mais une méthode : il s'agit de s'ériger en porte parole exclusif du peuple, qui aurait toujours - intrinsèquement, parce qu'il est le peuple - raison, contre les autres, ceux qui ne sont pas le peuple, contre ceux qui conspireraient contre lui, les élites, Bruxelles, les étrangers. Le populisme est une méthode, avant d'être une idée politique. Peu portés aux débats intellectuels, les chefs populistes sont des "être sans qualités". On m'a rapporté que le seul loisir connu de Wilders consisterait à aller faire des pointes de vitesse sur les autoroutes allemandes. Il ne lit jamais de livres, dit-on. Mais c'est sans doute l'un des plus brillants hommes politiques européens, comme Nigel Farage, comme Marine Le Pen, comme Beppe Grillo, tous excellents orateurs, excellents

tacticiens, et, d'abord, excellents utilisateurs des médias de masse.



Sans les médias, et en particulier la télévision, ils ne seraient rien. C'est l'histoire de la poule et de l'œuf : est-ce parce qu'ils sont télégéniques, eux et leurs idées simples et chocs, qu'ils y sont invités ? Ou l'inverse ? L'audimat les fait-il ou font-ils l'audimat ? Un exemple, aux Pays-Bas, où Geert Wilders s'est rendu récemment dans un quartier immigré de La Haye, pour y dénoncer l'existence d'un supposé "triangle de la charia", entouré de dizaines de caméras. Dans ce quartier, la charia ne régnait pas. Aucune nécessité journalistique ne justifiait de couvrir cette visite, rien, si ce n'est la présence de Wilders. Pourquoi y aller alors ? "La présence de dizaine de journalistes couvrant cette visite nécessitait de s'y rendre" - le serpent qui se mord la queue - , "cela, en soi, faisait l'événement, était une information", m'a affirmé un journaliste d'une chaîne d'information. Il a fini par m'avouer aussi que c'était bon pour l'audience. Et lorsque dans un meeting de Wilders à La Haye, j'ai demandé à ses sympathisants qui m'affirmaient que dans un quartier de leur propre capitale régnait la sharia, comment ils le savaient, ils me répondirent tous, sans exception : "on l'a vu à la télévision". Pas un seul n'avait pensé se rendre sur place, à quelques pâtés de maisons de là. Les populistes nourrissent la machine télévisuelle avide de sensations fortes, et celle-ci démultiplie leur message. Wilders est en tête des sondages pour les Européennes. En Finlande, le patron d'une émission politique me confiait que lorsqu'il avait besoin de se faire valoir auprès sa hiérarchie, il invitait le chef des Vrais Finlandais, Timo Soini, et gagnait quelques points d'audimat. Reste que, si la responsabilité des journalistes de télévision est en jeu, les populistes font de l'audimat parce qu'ils intéressent le public, et qu'au de là de leur électorat, ils hystérisent le débat public. Pourquoi ?

Ces idéologues sans idéologie, ces as de la communication sont puissants car ils répondent à une demande. Parce qu'ils offrent des réponses qu'ils sont les seuls à offrir.

Non pas des réponses à la crise économique, comme on pourrait le penser. La crise, certes, est un carburant à leur progression, elle renforce la logique du bouc émissaire qui leur fond de commerce, mais elle est accessoire, un événement conjoncturel sur lequel ils surfent. En Autriche, en Finlande, aux Pays-Bas ou en Norvège, les populistes ont émergé précisément lors de période de forte croissance. Et même dans des endroits touchés par une profonde crise sociale, comme l'Est de la France ou en Italie, j'ai été frappé à quel point la récession était perçue comme une fatalité, dont on rendait à peine les élites responsables, à laquelle on attendait sans y croire des solutions de la part des populistes.

Qu'offrent-ils, alors, dans le fond, ces partis qui sont devenus les premiers dans l'électorat populaire d'Europe ? Deux choses. Une identité collective. Une aventure politique.

**L'identité collective.** Au peuple qu'ils disent représenter de manière exclusive, les populistes offrent une identité collective, par défaut, par opposition : opposition aux immigrés, aux musulmans, opposition aux élites politiques, économiques, européennes, toutes supposément exogènes. Pour cela, le populisme prospère y compris dans des pays, ou dans des villes, où il n'y a très peu d'immigrés, comme en Finlande, où ils sont moins de 4%, dont beaucoup de ressortissants de pays limitrophes. Les Vrais Finlandais de Timo Soini ont obtenu 20% des voix et caracolent aujourd'hui dans les sondages. Ce parti offre ce que promet son nom : voter pour lui, c'est revendiquer son appartenance à une vraie Finlande. Dans des pays d'immigration forte, cette logique est plus puissante encore.

Au fond, le populisme est un symptôme de fin de la nation, dans son sens classique : un peuple, enraciné dans un territoire et, du bas en haut de l'échelle social, uni par un récit commun. Le populisme est une réponse à un monde où le lien social, le sentiment d'appartenance à une nation ont perdu de leur force, où les divisions entre les classes populaires et les classes plus aisées, plus polyglottes, plus professionnellement adaptées s'accroissent. Ce que disent les populistes en somme, c'est que seul le peuple est enraciné, parce qu'il n'a d'autres choix que de l'être, tandis que les élites sont ailleurs, elles ne sont plus nationales. Le succès de leur discours ne repose pas tant sur un creusement des inégalités sociales que sur une profonde mutation du sentiment d'appartenance. Un bobo parisien travaillant dans une agence marketing aurait finalement plus en

commun avec un autre bobo de Copenhague qu'avec un ouvrier français : c'est partiellement vrai, et c'est de cela dont jouent les populistes. Aux prolétaires de tous pays, les populistes offrent non pas l'union mais l'illusion de constituer une nation. Pour faire cela, ils présentent à leurs électeurs une intelligence du monde : les populistes donnent sens - leur sens, avec leurs mots et leurs simplifications - à la mondialisation, à la construction européenne, à l'immigration, à la présence de l'Islam en Europe, etc. A un électorat populaire, ils donnent des clefs d'accès à un monde en mutation et qui les déroutent. Leurs vérités déformées, et si médiatiques, constituent les frontières de nations chimériques.

Le populisme est, de plus en plus, le parti du peuple, qu'on le veuille ou non. Une réalité politique nouvelle. On ne peut s'abstenir de penser à ce mot allemand, inventé pour qualifier la mouvance ultranationaliste allemande qui apparut dans les années 1920, cette droite nouvelle, extrême, inclassable, à la fois réactionnaire et révolutionnaire, utopique et glaciale : on la décrivait sous le vocable "völkisch", agrégation intraduisible en français de "peuple", au sens de la communauté biologique, et de "populaire". Le populisme européen actuel est völkisch.

**On peut douter que la sortie de la crise suffise à résoudre le problème populiste en Europe. Car le populisme offre en outre autre chose, qu'il est le seul à offrir. Une aventure.**

C'est en Finlande, que j'ai eu l'intuition que le vote pour ces partis populistes avait peut-être une explication supplémentaire. Ce pays scandinave est un cas d'école : une croissance économique soutenue depuis des années, peu impactée par la crise, l'une des meilleures qualités de vie au monde selon les études, seulement 4% d'immigrés, un chômage plus bas qu'ailleurs, un système politique consensuel qui donne la parole à tous, l'un des meilleurs systèmes éducatifs au monde, une population polyglotte et ouverte sur le monde et, last but not least, la classe politique la moins corrompue de la planète, selon les experts. Bref, une sorte de paradis. Pourtant, un populiste, Timo Soini et son parti des Vrais Finlandais y sont devenus la deuxième force politique. Pourquoi alors les Finlandais votent-ils pour un populiste ? Bien sûr, le refus du changement, la mutation du système social-démocrate finlandais jouent un rôle. Mais il y a autre chose. Une jeune partisane de Soini m'en a donné la clef. "On s'ennuie", m'a-t-elle dit. Notre système marche

trop bien." D'autres ensuite, m'ont tenu des propos similaires : "nos hommes politiques sont trop ternes", "il ne se passe jamais rien en Finlande". Dans un pays où les hommes politiques affichent volontiers leur maîtrise de plusieurs langues et n'élèvent pas la voix dans les débats, Timo Soini parle haut et fort, se fait photographier dans les stades de football et aux courses de chevaux, pintes de bière à la main.

Pour ses électeurs, Soini et ses Vrais Finlandais ont le goût de l'interdit, de la transgression. Ils ont le goût de l'aventure politique. Ce qui vaut pour la Finlande vaut, je le pense, pour le reste de l'Europe : soutenir des populistes procure un frisson particulier, une exaltation, un ersatz d'aventure politique dans une Europe en paix depuis 1945, dans une Europe où les grandes idéologies du 20ème siècle ont disparues, où la démocratie, le marché, l'enrichissement personnel et le bonheur familial sont les horizons. Il suffit d'aller dans un meeting populiste n'importe où en Europe pour constater l'exaltation, la phraséologie militaire, l'utilisation des symboles patriotiques... Il y a un romantisme populiste, qui se nourrit de grands discours, d'emphase. "Nous sommes les derniers chevaliers des Pays-Bas", me disait un député de Wilders. Et il y croyait. Le populisme est un ersatz d'aventure politique, mais une aventure politique sans risque, contrairement aux conflits d'antan. C'est comme si après soixante dix ans de morne paix et d'une démocratie dont la meilleure justification est peu enthousiasmante - le pire des systèmes à l'exception de tous les autres - , le cerveau reptilien des peuples réclamait son compte du fracas des guerres, des trompettes et des tambours des siècles passés. Mais sans risques. D'ailleurs, les populistes européens sont - contrairement à leurs prédécesseurs - rarement hostiles à d'autres pays en particulier. Ils s'allient, se parlent. Ils réservent leur agressivité non plus à l'ennemi extérieur mais, désormais, à l'ennemi intérieur, l'immigré, le banquier, l'homme politique. A la rhétorique de la guerre, ils substituent un climat de guerre civile permanente. Leur aventurisme politique réside d'abord dans le culte de l'homme fort, du sauveur. Dans les partis populistes - qui pourtant disent vouloir rendre le pouvoir au peuple - le culte du chef et le dirigisme l'emportent sur la volonté démocratique. Beppe Grillo est un cas intéressant : alors que son succès paraissait forgé par une offre de démocratie directe, au sein du "mouvement cinq étoiles", par opposition aux mœurs du vieil establishment politique, il se révèle un dirigeant autoritaire et... n'a jamais été autant populaire. Et lorsqu'ils sont au pouvoir, comme Viktor Orbán en Hongrie, ils

rogner les libertés démocratiques et mettent en place un Etat autoritaire, bientôt une dictature peut-être, sous les applaudissements de leurs électeurs. Orban me disait, avec un cynisme assumé : "l'Europe se trouve dans une période de crise. Le leadership fourni par les institutions n'est pas suffisant, c'est de gouvernement personnel dont nous avons besoin."

À l'issue de ces trois mois à côtoyer les populistes, j'ai le sentiment que leur succès repose sur un ennui démocratique européen, un morne ennui auquel les chefs populistes répondent par l'exaltation d'une identité par défaut et par la promesse d'une aventure illusoire, avec la complicité de médias sans scrupules et d'une classe politique souvent inapte à prendre la mesure de ce nouveau malaise dans la civilisation.

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

## **IV) Ebola, sida, détail... Pourquoi nous sommes co-responsables des «dérapages» de Jean-Marie Le Pen**

Ce type de saillies sont vitales pour le FN: elles donnent un cadre à nos propres inquiétudes et crispations et lui permettent de continuer à se positionner comme parti anti-système. Son meilleur atout.



- Marine et Jean-Marie Le Pen à Marseille, le 20 mai 2014. REUTERS/Jean-Paul Pelissier -

### **L'AUTEUR**

Nicolas Lebourg Nicolas Lebourg est historien. Chercheur à l'Université de Perpignan Via Domitia et membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès, il a publié de nombreux travaux sur les extrêmes droites.

**A**insi donc, il y aurait un nouveau «dérapage» de Jean-Marie Le Pen. Avec ces propos sur «monseigneur Ebola» apte à régler la question de l'immigration «en trois mois», le «vrai visage» lepéniste serait là, «le masque tomberait», réclamant la «vigilance» et le «combat» des républicains.... Le disque est effroyablement rayé. Il a pour seul effet de nous fournir un point de repère, un élément que nous connaissons déjà bien, nous rassurant ainsi quant à l'univers qui nous entoure.

Si le Front national arrive dimanche en tête, ce ne serait pas une nouvelle page de notre vie politique, nous serions en terre connue... On se rassure encore plus en certains cercles dirigeants: voilà un score qui poussera au vote utile à gauche dès le premier tour de la présidentielle de 2017, voici qui présage bien d'un second tour de 2017 entre le président de la République sortant et Marine Le Pen...

Tout cela passe à côté du réel: bonne conscience et faux machiavélisme échouent en leur analyse. Que nous dit la provocation de Jean-Marie Le Pen? Un peu de lui, beaucoup de nous. Mais ce qu'elle nous dit de nous est plus inquiétant.

### **L'absolue nécessité des provocations**

Jean-Marie Le Pen demeure fidèle à son adage «un Front national gentil ça n'intéresse personne». Il ne «dérage» pas: il répond à une demande populaire. L'histoire des effets des déclarations tumultueuses de Jean-Marie Le Pen est sans appel. A chaque redite du «point de détail», le FN a reçu des centaines de cartes d'adhérents déchirées, renvoyées, a baissé dans les élections et dans les sondages.

Le seul autre événement comparable en ses effets fut lors du soutien de Jean-Marie Le Pen à Saddam Hussein lors de la première guerre contre l'Irak (1991). Nombre de frontistes ne pouvaient encore admettre une telle position. Pour les provocations diverses, comme la dernière en date, elles ont démontré leur intérêt (outre qu'elles suivent toujours le même schéma: indignation / demande de poursuites pénales / commentaire étonné de Jean-Marie Le Pen qui, reprenant le sens littéral de ses propos, fait mine de ne pas saisir une interprétation qui n'aurait d'autre but que de le diaboliser...).

Reprenons un exemple pour comprendre le jeu à trois entre le FN, l'espace médiatique, et la

société française: la campagne de l'élection présidentielle de 2012. Un an avant, Marine Le Pen est donnée en tête du premier tour avec 23% des intentions de vote. Elle est alors sur un ton de rupture, faisant l'apologie d'une société réunifiée économiquement et culturellement.

Début 2012, d'aucuns s'emploient à lui faire la courte échelle: Libération titre en couverture «30% n'excluraient pas de voter Le Pen». Marine Le Pen tente une campagne toute entière basée sur l'image d'une candidate apte à la direction des affaires économiques de la nation.

Elle ne parle plus que de l'euro et de la Banque Centrale Européenne. Que se passe-t-il? Elle plonge dans les sondages (comme en témoigne cette courbe). Cette ligne néo-souverainiste censée la crédibiliser et lui permettre d'atteindre le second tour est rejetée par l'opinion qui avait positivement accueilli son précédent discours.

C'est alors qu'interviennent deux événements. Le 18 février 2012, Jean-Marie Le Pen fait une provocation sur Robert Brasillach, écrivain fasciste fusillé à la Libération. Branle-bas de combat médiatique: on réexplique en long, en large et en travers qui fut Brasillach et comment cela montrerait le «vrai visage» du FN, etc. Jean-Marie Le Pen rit. Aux journalistes il lâche : «Je vous ai donné votre pitance»...

Le sociologue spécialiste du FN Sylvain Crépon expose un point de vue inverse de celui du bruit dominant, et parfaitement juste: Jean-Marie Le Pen a eu une stratégie efficace pour relancer la campagne de sa fille. Un bon score du FN se construit avec un dosage de charge subversive. Il faut que des propos, insignifiants au vu d'une grande part de l'opinion (ici Jean-Marie Le Pen fera valoir qu'il a juste lu un poème), mais qui provoquent un scandale médiatique, permettent au FN de dire qu'il est seul contre tous. La ligne néo-souverainiste, elle, n'était pas clivante.

L'intégration au système ne peut se faire par une normalisation excessive car celle-ci, comme cela est arrivé en Italie à Gianfranco Fini, finit par désagréger un socle électoral qui veut un positionnement «anti-système».

Sylvain Crépon ajoutait cependant qu'il fallait craindre que la politique libérale qui serait menée par la gauche au pouvoir provoquerait un sentiment de trahison dans l'électorat populaire et pousserait le débat politique entre UMP et PS à se

réorienter sur des questions identitaires, l'UMP sous l'angle des minorités minant la cohérence nationale, le PS sous celui de l'exaltation des minorités et de la «diversité». Et de conclure :

*«Dès lors, le Front national de Marine Le Pen pourra aborder avec beaucoup de confiance les prochaines échéances électorales en mettant en avant la défense d'une souveraineté nationale, sociale et populaire, malgré toutes ses faiblesses en termes de compétences, son incompatibilité avec les valeurs républicaines et son isolement dans le champ politique. Plus que jamais, il pourra alors être considéré comme l'empêcheur de tourner en rond du système politique et le révélateur des incohérences de ses acteurs démocrates et autant 2002 que 2012 n'auront finalement servi à rien dans la capacité de ces derniers à tenir compte de l'histoire.»*

En 2012, le propos de Jean-Marie le Pen est suivi quelques jours après des assassinats commis par Mohamed Merah (perpétrés entre le 11 et le 19 mars). C'est une divine surprise pour la campagne frontiste: Marine Le Pen arrête enfin de s'engluer dans ses fiches sur la BCE, tonne contre l'islam et l'immigration, multiplie les provocations... et repart en flèche dans les sondages.

### **Le sens des mots**

C'est peu dire que les choses se sont ainsi passées que les prévoyait Sylvain Crépon. D'autant plus que le FN a amélioré son dispositif discursif. Dorénavant, il correspond à un souverainisme intégral (politique, économique, culturel) qui promet à l'électeur de toute classe sociale d'être protégé de la globalisation économique et culturelle et d'avoir la jouissance tant des gains du capitalisme entrepreneurial (thème du «protectionnisme intelligent») que de la protection de l'Etat-providence (thème de la «préférence nationale») – ce qui correspond à une structure sociologique au long cours comme nous l'expliquions ici.

La cohérence du propos est donc forte, alors que le souverainisme et l'offre autoritaire de l'UMP ne touche que les questions sociétales, et que le PS est perçu comme le porteur tant du l'euro-libéralisme économique que du libéralisme culturel.

Ajoutez à cette offre, la charge subversive de Jean-Marie Le Pen... Bien sûr, sa sortie est conforme au personnage. Il adore prononcer des

hommages funèbres. Il aime parler de la mort des autres autant que de sa virilité, de sa bonne santé. Il y a là un trait typique de l'hubris du personnage qu'il incarne.

Il parle d'Ebola, fléau qui tue pourtant moins de personnes que d'autres, car il est parfaitement conscient qu'il insuffle ainsi l'idée d'un danger biologique dans l'immigration africaine. Au début des années 1980, il professait contre «la menace que fait peser l'immigration à la santé des Français ... plus d'un million de cas de blennorragie en France, liés, il faut bien le dire, à une immigration incontrôlée sur le plan sanitaire. Puisqu'il n'y a plus de contrôle de l'immigration, il n'y a pas de contrôle ni moral ni sanitaire».

Il déclenchait un tollé quelques années après en mettant en cause dans la diffusion du sida en France le rôle des «Africains» à qui il faudrait «expliquer qu'ils ne peuvent pas tout faire dans leur vie sexuelle» si bien qu'on «est obligé de constater que c'est un méfait supplémentaire de l'immigration qui a conduit ce fléau chez nous». Le tollé médiatique lui permettait de donner une conférence de presse où il affirmait que la propagation de la maladie était «d'une dimension cataclysmique», mais que, lui, voulait «faire connaître la vérité» face «aux spécialistes de l'establishment médico-médiatique».

On pourrait ainsi enchaîner les exemples, montrant une fantasmagorie hygiéniste permettant une péjoration biologique de l'immigration. On pourrait reciter force déclarations outrées dénonçant alors «le vrai visage de le Pen». Il sait trouver les angles délaissés, à l'évidence. Il sait porter le fer à un endroit où il provoquera des cris d'orfraie, mais où il aura ainsi pu faire valoir sa dimension subversive.

C'est redoutablement efficace. Mais, plus important encore: nous en sommes collectivement responsables.

### **Notre responsabilité**

On l'a dit : Jean-Marie Le Pen a connu des difficultés lors de son opposition à la première guerre contre l'Irak, Marine Le Pen lorsqu'elle a voulu traiter pleinement de la question monétaire. En revanche, tout va pour le mieux pour les Le Pen quand ils fustigent les migrants ou les Français d'origine arabo-musulmane.

La société française, la souveraineté populaire, ne réagissent aux propositions de l'extrême droite

que lorsque celle-ci met en avant son altérophobie. Sont ignorées ses propositions économiques ou géopolitiques (qui sait, à l'heure des débats sur la Russie, que l'édification d'un axe Paris-Berlin-Moscou est un thème permanent des débats de l'extrême droite radicale depuis 40 ans?).

Collectivement, nous n'écoutons l'extrême droite que lorsqu'elle péjore l'autre. Collectivement, nous ne réagissons au bénéfice du Front national que lorsqu'il nous offre ce type de saillies, donnant ainsi cadre à nos propres inquiétudes et crispations.

Comment dès lors continuer si sérieusement à nous contenter de clamer notre émoi face aux provocations lepénistes? La souveraineté populaire est indivisible : nous sommes collectivement responsables du fait que Jean-Marie Le Pen ait stratégiquement raison d'effectuer ses sorties. Nous sommes collectivement responsables du fait que les scores frontistes soient indexés à l'expression d'idées contre-humanistes. Nous sommes collectivement responsables du sort que va enregistrer le FN ce dimanche.

Nicolas Lebourg

slate.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## V) Tribune : Marine Le Pen brocarde le «comique de répétition» de Sarkozy



La présidente du FN et eurodéputée sortante, Marine Le Pen estime que «la tribune de Nicolas Sarkozy sur l'Europe prolonge le comique de répétition de l'ancien président de la République qui, tous les six mois depuis des années, vient refaire les mêmes promesses aux Français.» | (LP/DELPHINE GOLDSZTEJN.)

Les réactions se multiplient autour de la tribune de Nicolas Sarkozy publiée ce jeudi matin dans Le Point. A l'UMP comme ailleurs, toutes les personnalités politiques interrogées ont leur mot à dire.

C'est peu dire que **François Fillon** a guère goûté la tribune de Nicolas Sarkozy. Après avoir considéré sur la forme que «ce n'est pas l'événement central de la campagne», il désapprouve désormais sur le fond la proposition de l'ancien Chef de l'Etat qui appelle à «suspendre immédiatement» les accords de Schengen.

«Ce que je dis, c'est qu'avant de parler de suspendre Schengen, commençons par nous doter d'une politique migratoire française qui soit à la hauteur de ce qu'attendent nos concitoyens.», déclare François Fillon sur i>TELE.«Je préconise que l'on réforme Schengen. On ne revient pas -- d'ailleurs, Nicolas Sarkozy ne propose pas de revenir là-dessus-- sur la libre circulation des personnes. Ce serait un retour en arrière absolument invraisemblable. C'est pour ça que je dis qu'il faut le réformer, pas le suspendre, pour que la politique migratoire à l'intérieur de l'Union européenne et de Schengen soit une politique commune.»

**Copé trouve le texte «remarquable»**

Sur RTL, le patron de l'UMP, **Jean-François Copé** qualifie le texte de «remarquable» et affirme partager la même «vision de l'Europe.» «Je souhaite que la tribune apporte des voix, c'est une synthèse de ce en quoi nous croyons.» Il prend la défense du «G2 franco-allemand» défendu par Sarkozy.

Le député-maire UMP de Troyes, **François Baroin**, la juge «utile, nécessaire et efficace.» Lui qui avait «souhaité» cette tribune «pense que la parole (de Nicolas Sarkozy) était bienvenue avant ces élections», car «il a été le chef d'Etat dans la plus grande crise financière traversée depuis 1929, il a été l'un des leaders, il a un rôle historique avec Mme Merkel sur la stabilité progressive de la zone euro.»

**Bové ne veut pas «remplacer Schengen»**

Au contraire, **Marine Le Pen** brocarde le «comique de répétition» que constitue à ses yeux la tribune pour l'Europe de Nicolas Sarkozy qui «tous les six mois depuis des années, vient refaire les mêmes promesses aux Français.»«Durcir Schengen ? Nicolas Sarkozy a fait cette promesse quand il était ministre de l'Intérieur entre 2002 et 2007, puis pendant la campagne présidentielle de 2007, puis encore durant son quinquennat à plusieurs reprises, et enfin en 2012 pendant sa seconde campagne présidentielle. Il n'en a bien

sûr jamais rien fait, laissant l'Europe devenir une passoire de plus en plus trouée et organisant vers la France une immigration aussi massive qu'avec le PS», dénonce la présidente du FN dans un communiqué.

Quant à **José Bové**, député européen EELV, il trouve que l'ex-Chef de l'Etat parle de l'Europe uniquement par rapport à lui.» Il est contre l'idée de «remplacer Schengen», car «aujourd'hui Schengen c'est la libre circulation des individus au sein de l'Union européenne. Mais il faut construire une politique commune sur la question de la circulation.»

LeParisien.fr

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**